

Ce dispositif s'appelle la surcotation.

Par ailleurs, dans la détermination de la durée d'assurance*, le temps partiel et le temps non complet sont comptés comme du temps plein

*ensemble des trimestres pris en compte dans la pension CNRACL auquel s'ajoutent les périodes retenues par les autres régimes de retraite de base obligatoires ; la détermination de la durée d'assurance permet de savoir si le montant de la pension doit être minoré (décote) ou majoré (surcote).

Durée maximale de versement de la surcotation

Vous travaillez à temps partiel à (1)	Vous pouvez surcotiser pendant
50 %	2 ans
60 %	2 ans et demi
70 %	3 ans et 4 mois
80 %	5 ans
90 %	10 ans

(1) taux de temps partiel les plus fréquents

Taux de surcotation les plus fréquents

Vous travaillez à temps partiel à (2)	Taux de surcotation 2013 (3)	Taux de surcotation jusqu'au 30/09/2014 (4)	Taux de surcotation à compter du 1/10/2014 (5)
50 %	18,80 %	19,15 %	20,39 %
60 %	16,80 %	17,14 %	18,14 %
70 %	14,79 %	15,14 %	15,89 %
80 %	12,78 %	13,14 %	13,64 %
90 %	10,77 %	11,14 %	11,39 %

(2) taux de temps partiel les plus fréquents

(3) sur la base du traitement + NBI correspondant à celui d'un fonctionnaire à temps plein

(4) sur la base du traitement + NBI correspondant à celui d'un fonctionnaire à temps plein

(5) sur la base du traitement + NBI correspondant à celui d'un fonctionnaire à temps plein

Nous contacter

Immeuble de la bourse
1, place de Lattre de Tassigny
67000 Strasbourg
Bureau 312 au 3ème étage



03.88.41.06.06

03.88.60.90.90 poste 81090



SYNDICAT.FO@strasbourg.eu



http://fo67cus.fr

Ne pas jeter sur la voie publique

Mars 2015

COMPTE EPARGNE-TEMPS



La Note aux services n° 050 du 28 novembre 2014 apporte des précisions sur le règlement d'utilisation du compte épargne-temps (CET).

Elle a notamment pour vocation de mettre à jour ce règlement d'utilisation du CET compte tenu de la délibération du 25 octobre 2013 relative à la monétisation du CET (qui ne concerne que quelques situations particulières) et de la délibération du 21 février 2014 relative à l'alimentation du CET par des jours de repos compensateurs.

La note porte principalement sur l'alimentation du CET :

- **Congés annuels** : Obligation de prendre au moins 20 jours de congés annuels des droits à congé acquis au titre de la période de référence qui s'étend du 1er janvier au 31 décembre de l'année considérée ; Le restant pouvant être épargné sur le CET.
- **Articulation avec le report des congés annuels pour maladie** : si un agent est absent pour maladie pendant une longue période (plusieurs années), il ne peut alimenter son CET qu'à son retour de maladie. *
- **RTT** : l'alimentation ne peut avoir lieu que si l'agent dispose de suffisamment d'heures en crédit à l'issue de son cycle de travail pour pouvoir bénéficier d'au moins une demi-journée de RTT.
- **Repos compensateurs** : c'est à partir du 1er janvier 2015 que les heures supplémentaires, effectuées par les agents permanents de catégories B et C, pourront être épargnées sur le CET.
- **Indemnisation** : les jours épargnés sur le CET, qu'elle que soit leur nature d'origine (congés annuels, repos compensateur...), ne font l'objet d'aucun dispositif d'indemnisation, sauf exception suivante : départ à la retraite pour cause d'invalidité, congés de longue maladie, grave maladie, longue durée, accident de service, accident de travail et maladie professionnelle. Un montant forfaitaire par jour est fixé par catégorie statutaire, correspondant actuellement à :
 - catégorie A = 125€
 - catégorie B = 80€
 - catégorie C = 65€

La constitution de l'épargne temps peut s'étendre sans limitation de durée, mais dans un plafond de 60 jours épargnés (soit 420 heures).

Dès lors que ce plafond est atteint, il n'est plus possible d'alimenter le CET, tant que l'agent n'a pas utilisé les jours accumulés, permettant de faire diminuer l'épargne en-dessous de ce seuil.

* Pour de plus amples renseignements, n'hésiter pas à nous contacter.

LA CNRACL

La cotisation obligatoire

Vous êtes fonctionnaire affilié à la CNRACL, vous devez supporter une retenue pour pension sur votre traitement mensuel (décret n° 2003-1306 du 26 décembre 2003, article 3).

Vous acquérez de ce fait des droits à pension auprès de la CNRACL.

Le traitement soumis à retenue est constitué par le traitement indiciaire brut correspondant à l'emploi, grade, classe et échelon détenus.

Les taux de cotisations relèvent du domaine réglementaire et sont fixés par décret. Les retenues correspondent aux cotisations salariales et les contributions aux cotisations patronales.

A partir du 1^{er} janvier 2011, le taux de la retenue est progressivement aligné sur celui du secteur privé, jusqu'à atteindre 10,80 % en 2020.

Evolution du taux de la retenue CNRACL (part agent)

Année	Taux de la retenue ⁽¹⁾
2011	8,12 %
du 1 ^{er} janvier 2012 au 31 octobre 2012	8,39 %
du 1 ^{er} novembre 2012 au 31 décembre 2012	8,49 %
2013	8,76 %
2014	9,14 %
2015	9,46 %
2016	9,78 %
2017	10,05 %

⁽¹⁾ taux de la retenue CNRACL sur le traitement et la NBI

Année	Taux de la retenue ⁽¹⁾
du 1 ^{er} janvier 2005 au 31 octobre 2012	27,30 %
du 1 ^{er} novembre 2012 au 31 décembre 2012	27,40 %
2013	28,85 %
2014	30,40 %
2015	30,45 %
2016	30,50 %
2017	30,50 %

Taux de cotisation : évolution au 1^{er} janvier 2015



Comme vous avez pu le constater sur le tableau précédent, à compter du 1^{er} janvier prochain, votre taux de cotisation CNRACL évolue. La retenue agent s'élèvera à 9,46 %.

Cette évolution fait suite aux mesures issues de la réforme des retraites, en décembre 2013, modifiant les taux de cotisations d'assurance vieillesse de différents régimes de sécurité sociale et des cotisations d'allocations.

La surcotisation

La surcotisation consiste à verser une retenue (cotisation part agent) à un taux supérieur au taux normal. Ce dispositif permet la prise en compte à temps plein, dans le calcul de la retraite, de périodes effectuées à temps partiel ou à temps non complet.

- Si vous souhaitez surcotiser, vous versez une seule retenue mais à un taux plus élevé :
une retenue surcotisée ; elle se substitue à la retenue au taux normal. Son taux est fixé par décret et elle est appliquée au traitement à temps plein correspondant à celui d'un fonctionnaire travaillant à temps complet.

- Le choix de surcotiser doit être formulé auprès de votre employeur en même temps que la demande de temps partiel ou son renouvellement ; en cas de renouvellement tacite, le choix doit intervenir avant la fin de la période de temps partiel qui a été précédemment autorisée.

La surcotisation est possible :

- Dans la limite de 4 trimestres supplémentaires pour l'ensemble de la carrière
- Dans la limite de 8 trimestres supplémentaires pour un fonctionnaire handicapé dont l'incapacité permanente est au moins égale à 80 %

Dans le respect de cette limite, vous pouvez demander à surcotiser plusieurs fois au cours de votre carrière.

Comment sont pris en compte le temps partiel ou les services à mi-temps dans le calcul de votre pension ?

Dans le calcul de votre pension, les services à mi-temps, à temps partiel, à temps non complet, seront retenus uniquement pour la durée réellement travaillée.

Toutefois, si vous êtes à temps partiel et que vous souhaitez améliorer le niveau de votre retraite, vous pouvez cotiser volontairement sur la base d'un salaire à temps plein.